

FINANCES

Le débat d'orientation budgétaire au Conseil général n'en fait pas mystère : les impôts locaux vont augmenter. Reste à déterminer dans quelle proportion.

La bonne réponse est la D : 15 %. Vous avez gagné le droit de payer ! Cette augmentation pourrait être néanmoins revue à la baisse si le gouvernement fait un « geste » pour les départements, comme l'y incite le président du Conseil général, Michel Berson (Ps).

MILLIONS

QUI VEUT PAYER des MILLIONS QUI VEUT PAYER

Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

Dans son budget 2006, le Conseil Général de l'Essonne pourrait augmenter les impôts locaux de ...

- A: 1%

- B: 5%

- C: 10%

- D: 15%

(photo-montage Le Républicain)

C'est votre **dernier** mot ?

Le Conseil général de l'Essonne n'a pas de mots assez durs pour vilipender la décentralisation Raffarin, responsable, selon lui, d'une facture que le contribuable devra payer. C'est la méchante « décentralisation-délestage », selon l'expression favorite du président Berson (Ps), en opposition à la gentille « décentralisation-partage », celle des socialistes en 1982. Du coup, il manquerait la bagatelle de 60 millions d'euros pour boucler le budget 2006 (note édition du *Républicain du 26 janvier dernier*). Soit le prix de quatre collègues. Après avoir reculé l'échéance, le Conseil général sait que, cette fois, la hausse des impôts locaux est incontournable. Reste à savoir dans quelle mesure. Avec ses confrères de l'Association des départements de France, Michel Berson ira le 9 février à Matignon remettre une pétition intitulée : « M. Villepin, le compte n'y est pas ! ». Objectif : convaincre le Premier ministre de lâcher du lest. Et lui rappeler la promesse de Raffarin : tout transfert de charges sera compensé par l'Etat à l'euro près. L'enjeu est simple. 60 millions, c'est + 15 % d'augmentation sur la part

départementale des impôts locaux. Pour les ménages, ce surcoût représenterait environ 20 euros par foyer fiscal, prélevés sur la taxe d'habitation. Les entreprises ne seront pas oubliées : la taxe professionnelle augmentera. La majorité socialiste espère toutefois atténuer cette hausse, en persuadant Villepin de mettre la main à la poche. Florilège des déclarations échangées lundi dernier, au cours du débat d'orientation budgétaire.

« L'Etat nous doit 60 millions d'euros »

• Michel Berson (Ps), président du Conseil général : « La jacquerie pointe chez les élus locaux. Ne prenez pas à la légère mes propos. Je prends date aujourd'hui. L'Etat nous doit 60 millions d'euros. Nous allons nous battre. »

• Michel Bournat (UMP), conseiller général de Gif-sur-Yvette : « La décentralisation impacte les finances départementales et c'est exact. Mais le tableau présenté ici est noirci à l'encre de chine et n'est pas crédible. Vous nous servez la ritournelle socialiste "C'est la faute à Raffarin, c'est la faute à Villepin". En réalité, vous avez

épuisé les réserves financières du Département. Les dépenses évoluent plus rapidement que les recettes, les investissements s'accroissent, donc l'endettement s'envole. Celui-ci est de 382 euros par Essonnien, contre 254 euros en moyenne par Français ! Vous avez laissé filer les recettes sans préparer l'avenir. »

• Francis Chouat (Ps), vice-président et rapporteur du budget : « L'Etat se révèle mauvais payeur, transformant les départements en prestataires de services pour son compte. 61,8 millions d'euros, exactement, ne seront pas compensés. Cette somme n'est pas absorbable sans recettes nouvelles. On a tenu le plus longtemps possible sans avoir recours à la fiscalité. Cette fois, on ne peut plus faire autrement. »

« Vous avez laissé filer les dépenses ! »

• François Pelletant, conseiller général du canton de Montlhéry (groupe UMP-CA) : « Vous nous parlez de 60 millions, mais c'est sur trois ans. Et pourquoi pas dix ? La vraie question porte sur 20 millions. Soyons honnêtes ! Depuis que vous êtes en

place, vos dépenses de fonctionnement ont augmenté de 73 % ! Il n'y a pas de quoi être fier. Vous ne considérez pas la décentralisation comme une chance, mais comme un supplice. »

• Jean-Loup Englander (Non-inscrit, gauche), président délégué à la commission des finances : « Les 60 millions, c'est la réalité. Si Villepin n'écoute pas Michel Berson et les présidents des autres départements, on aura l'augmentation dans sa fourchette la plus élevée : + 15 %. Et encore, parce qu'on aura serré les boulons partout. Exemples : on a dû réduire le train de vie des collègues, arrêter de payer à la RATP des cartes de transports gratuites inutilisées par certains anciens combattants. On a tout épluché. Je crains déjà pour l'année prochaine. Et plus, on aura les routes nationales à gérer. »

• Guy Malherbe (UMP), conseiller général de Longjumeau : « Ce rapport est caricatural, cousu d'erreurs. Vous critiquez la décentralisation, mais qu'avez-vous dit quand le gouvernement Jospin a imposé les 35 heures ? Et la réforme de la taxe professionnelle ? Et la suppression de la

vignette ? Il fallait bien les financer aussi et vous n'avez rien trouvé à y redire, alors. »

• Jérôme Guedj (Ps), vice-président chargé des affaires sociales : « Oui, notre département a dépensé plus que les autres ces dernières années, mais c'est une fierté, pas une honte. C'est la fierté d'avoir conduit des politiques ambitieuses pour les Essonnien. La dette n'est pas un gros mot. Ce qui compte, c'est sa maîtrise. »

• Christian Schœttl (Non-inscrit, droite), conseiller général du canton de Limours : « A aucun moment, vous nous dites de combien augmenteront les impôts. Il faut cesser de tourner autour du pot. »

• Marjolaine Rauze (Pcf), conseillère générale de Morsang-sur-Orge : « Il n'y a pas besoin d'augmenter les impôts des ménages. Il suffit de taxer, en France, tous les actifs financiers des entreprises. »

Au grand jeu du "Qui veut payer des millions ?", le président Berson et ses confrères n'auront de cesse de poser la même question au Premier ministre : « C'est votre dernier mot, Dominique ? » En espérant que celui-ci opte pour le 50/50... Réponse le 9 février.

■ Stéphane Piraud